

PREFECTURE DE VAUCLUSE

---  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION,  
de l'ENVIRONNEMENT et des  
LIBERTES PUBLIQUES

---  
2ème Bureau

--  
Tél : 90.82.11.11.

Poste : 21-30

CL/MC

Arrêté autorisant Monsieur Michel MALO  
à poursuivre l'exploitation d'une  
installation classée à ORANGE

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées  
pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret du 21 septembre 1977 pris pour son application, et  
notamment ses articles 18 et 20 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du  
20 mai 1953 modifié ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 14 février 1983 autorisant Monsieur  
Michel MALO à installer un établissement de traitement de résidus  
de vidange et de matières organiques sur le Plateau du Coudoulet à  
ORANGE ;

VU la demande déposée par la SARL TRANSIT TRAITEMENT COMPOST  
(T.T.C.) gérée par Monsieur Michel MALO, qui sollicite  
l'actualisation de l'Arrêté Préfectoral du 14 février 1983  
autorisant le fonctionnement de ses installations ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 8 mars  
1993 concluant à la nécessité de modifier ledit arrêté ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 18 février 1993 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de Vaucluse.

./...

## AR R E T E

### ARTICLE 1 :

La SARL TRANSIT TRAITEMENT COMPOST ayant pour gérant Monsieur Michel MALO et dont le siège social est situé à Le Coudoulet Ouest à ORANGE, est autorisé à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune d'ORANGE, secteur Coudoulet-Ouest, parcelles cadastrées n° 112- 113 - 114 et 627 section 1, d'une installation comprenant les activités suivantes :

- stockage et traitement de boues de stations d'épuration urbaines ;

- stockage et traitement de boues de stations d'épuration des industries agro-alimentaires ;

- station de transit et de traitement de boues et d'eaux hydrocarburées provenant de nettoyage et vidange de cuves, stations de lavage auto et égouts de garage sous réserve qu'elle ne contienne pas de produits chimiques et toxiques (capacité maximale de stockage : 100 m3 de résidus liquides) ;

- stockage et traitement de matières de vidange collectées par la société elle-même ou par d'autres prestataires de service ;

- dépôt de matières plastiques (capacité maximale de stockage : 100 m3).

L'établissement est autorisé à traiter des boues d'importation provenant de stations urbaines uniquement, ceci dans la limite de 50 % des quantités maximales autorisées, soit au maximum 20 000 m3. Cette opération ne sera possible que si le dossier de demande d'importation présenté conformément aux dispositions du décret du 23 mars 1990 et autres textes pris en complément à ce dernier, est valide.

Dans le cas où l'industriel envisagerait de procéder au stockage et traitement de boues de station d'épuration d'industries autres que celles visées ci-dessus, il devra préalablement le porter à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

./...

Cet établissement est une installation classée visée aux rubriques suivantes de la nomenclature :

N's de rubrique	Désignation de l'activité
167 a-c/	Déchets industriels provenant d'installations classées : boues et graisses produits par l'industrie agro-alimentaire (installation d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) a) station de transit b) traitement
182-3°b/	Fabrication des engrais et supports de culture. 3°/ autres préparations d'engrais ou supports de culture à partir de matières organiques lorsque la production annuelle excède 5 000 tonnes de produits. b/ lorsque les matières organiques sont humides ou putrescibles.
183 A-2°/	Dépôt d'engrais renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole : A/ : lorsqu'ils renferment des matières provenant de vidange et des matières animales.
322 A.B.3°/	Stockage et traitement de matière de vidange et de boues de stations d'épuration A. station de transit (à l'exception des ordures ménagères) B. traitement 3°/ compostage
98 Bis C/	Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc élastomères, polymères, installées sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50 mètres d'un bâtiment occupé par des tiers.

et devra respecter les dispositions suivantes.

.../...

**ARTICLE 2 :**

Exception faite des conséquences pouvant résulter de l'exécution des clauses énumérées dans le présent Arrêté, tout projet de modification devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une autorisation préfectorale.

**ARTICLE 3 : IMPLANTATION ET EXPLOITATION**

**3.1. Accès**

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture d'une hauteur de 1,5 mètre environ à défaut d'autres obstacles.

En l'absence de gardiennage, toutes les issues doivent être fermées à clef, en dehors des heures d'exploitation.

L'entrée du site d'exploitation doit être interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant.

Cette interdiction doit être affichée d'une manière bien visible.

**3.2. Aménagement**

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou de déchargement.

Les aires de murissement et de stockage ainsi que les voies de circulation sont imperméabilisées.

Les routes sont tracées et construites de telle sorte qu'elles permettent une évolution facile des véhicules par tous les temps dans l'enceinte de l'installation (en particulier, dans les zones de stockage du compost).

Les voies d'accès à l'installation feront l'objet de nettoyages fréquents.

### 3.3. Conditions d'exploitation

1 L'aire de murissement et de stockage du compost de 25 000 m<sup>2</sup> est aménagée pour une production annuelle de 45 000 m<sup>3</sup>.

2 La hauteur des tas ne devra pas dépasser 2,50 m afin d'en faciliter la manipulation.

3 Il conviendra de procéder à des retournements systématiques du compost, dont la fréquence sera déterminée par le suivi analytique des paramètres tels que humidité, température, rapport carbone sur azote.

4 Le stockage des matières en attente de traitement ne devra pas dépasser 48 heures. Cette durée devra être réduite en cas de dégagement de gaz nauséabonds.

5 Le stockage des boues et des matières de vidange se fera dans les deux fosses étanches de 2 400 et 3 000 m<sup>3</sup>.  
*lagune/tanais* *5400*

Le stockage de supports carbonés sera limité au minimum nécessaire sans dépasser 2 000 tonnes, il se fera en vrac sur une aire de 2 500 m<sup>2</sup> prévue à cet effet.

## ARTICLE 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### 4.1.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique, à la production agricole, à la beauté des sites.

Le brûlage à l'air libre de tout déchet est interdit.

### 4.2. Pousssières - Envolements

Les aires de stockage, les appareils de manutention, seront aménagés et conçus de manière à éviter les envois de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.

Il y aura lieu d'humidifier en tant que de besoin et notamment en période sèche, les aires de compostage et les pistes de circulation afin d'éviter les envolements de poussières.

On ne devra pas procéder au retournement du compost par vent fort.

Toutes les aires seront maintenues en parfait état de propreté ; il sera procédé au ramassage régulier des éléments légers qui auraient été déposés par le vent à l'intérieur et à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement.

Les camions qui auront circulé sur l'installation devront, avant de sortir, avoir leurs roues nettoyées.

#### 4.3. Odeurs

L'aire de compostage et les deux bassins de réception des boues de stations et des matières de vidange ne devront en aucun cas être à l'origine de dégagement d'odeur putride ou nauséabonde.

A cette fin, les opérations de compostage seront contrôlées par la mesure de plusieurs paramètres : température, humidité, rapport carbone-azote, permettant de suivre l'évolution du compost jusqu'à maturation complète sans qu'il y ait émission d'odeur.

En particulier, la température sera mesurée régulièrement ; ces mesures permettront de détecter toute anomalie de fabrication, source d'odeurs potentielles.

Les résultats de ces mesures seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

En cas d'émissions d'odeurs perçues hors des limites de l'établissement et de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article 4.1. ci-dessus, la production et la réception de nouveaux résidus seront arrêtées ; les stocks de matières premières, de produits en cours de compostage ou de produits finis, responsables de ces émissions, seront, soit traités sur place afin de supprimer immédiatement ces odeurs, soit, en cas d'échec, évacués du site et éliminés selon les modalités déterminées en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

## **ARTICLE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

### **5.1. Prévention de la pollution accidentelle des eaux**

D'une manière générale, tous les secteurs de l'établissement (ateliers, stockage, ...) où un écoulement accidentel d'eau polluée demeure possible, devront comporter des sols en pente, bétonnés ou étanches, canalisant les fuites vers des puisards où elles seront récupérées pour être recyclées ou subir un traitement approprié.

Les ouvrages de collecte et le réseau d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être parfaitement étanches ; ils ne communiqueront en aucun point avec le réseau des eaux non polluées.

Ils devront être conçus de manière à permettre un nettoyage facile des dépôts et sédiments.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant en particulier des aires de déchargement des produits et des aires de stationnement, seront collectées sur une aire formant bassin d'orage et subiront un traitement approprié.

Toutes mesures devront être prises pour éviter tout débordement des bassins de réception, décantation des matières de vidange et des boues stockées en attente de compostage.

### **5.2. Traitement**

1. Il n'y aura aucun rejet d'eau polluée dans le milieu récepteur.

D'une manière générale, tous les effluents liquides seront soit recyclés, soit évacués vers une entreprise spécialisée.

L'exploitant sera tenu de noter sur un registre spécial :

- identification du transporteur ;
- moyen de transport utilisé ;
- date de l'enlèvement ;
- quantité, nature et caractéristiques particulières des matière faisant l'objet de l'enlèvement ;
- identification de l'entreprise chargée de l'élimination ou de la valorisation ;
- moyens proposés pour l'élimination ou mode de valorisation.

Ce registre sera conservé à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et un état récapitulatif trimestriel lui sera adressé.

A cet envoi, sera jointe une copie du certificat de destruction des déchets ayant fait l'objet d'une élimination par un centre de traitement agréé.

2. L'aire de murissement et de stockage du compost aura un sol en pente, étanche, canalisant les eaux de percolation vers les drains ; elles seront acheminées vers un bassin de stockage étanche d'un volume de 40 m<sup>3</sup>.

Les jus de percolation seront :

- soit recyclés en aspersion sur le compost par temps sec,
- soit renvoyés en tête de traitement.

### 5.3. Surveillance de la nappe

Toutes dispositions seront prises pour éviter de polluer les eaux souterraines.

Les prélèvements des deux piézomètres, l'un au nord, l'autre au sud, seront semestriels, cette fréquence pourra être modifiée par l'Inspecteur des Installations Classées s'il le juge nécessaire.

Les analyses de ces prélèvements porteront sur les paramètres suivants :

- pH,
- MES,
- DCO,
- DBO<sub>5</sub>
- HC
- Métaux lourds

Les résultats de ces mesures seront transmis semestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.



ARTICLE 6 : DECHETS

→ 6.01 ~ 6.03 .

6.1. Procédure d'acceptation des déchets

6.1.1. Principe et normalisation de l'acceptabilité préalable

6.1.1.1. Principe

L'industriel établira un certificat d'acceptation préalable après examen technique des caractéristiques des déchets en cause. Le certificat d'acceptation sera adressé au producteur du déchet. L'exploitant en conservera une copie.

6.1.1.2. Renouvellement

La fréquence de renouvellement des certificats d'acceptation sera de tous les deux ans. Ce renouvellement se fera à l'issue d'une nouvelle procédure d'acceptation complète.

Par ailleurs, toute modification dans le process industriel ayant généré le déchet doit entraîner la demande d'un nouveau certificat.

6.1.2. Informations à recueillir par l'exploitant

L'exploitant, pour se prononcer sur l'acceptabilité d'un déchet, doit posséder au moins les informations suivantes :

a/ un échantillon représentatif du déchet accompagné d'une fiche d'identification remplie par le producteur et mentionnant :

■ sa désignation accompagnée du code conforme à la nomenclature annexée à l'Arrêté de Janvier 1985 ;

■ le lieu de production (localisation, usine, atelier, station d'épuration, etc...) ;

■ le résumé du processus de fabrication dont il est issu ;

.../...

./...

- 9 -

■ les risques de réaction avec d'autres produits,

■ les précautions particulières à sa manutention et à son conditionnement pour le transport,

■ la teneur en eau garantissant que les boues soient pelletables.

b/ une fiche donnant les résultats analytiques de caractérisation physico-chimiques des déchets.

Ces analyses, ainsi que les prélèvements d'échantillons, seront réalisées par un laboratoire indépendant du producteur ; elles seront effectuées selon la norme AFNOR NFU 44-041 de Juillet 1985.

La Société T.T.C. vérifiera systématiquement les renseignements portés sur la fiche de caractérisation.

#### 6.1.3. Déchets provenant de l'étranger

Les conditions respecteront les conditions particulières d'importation fixées par la réglementation française en vigueur.

Les déchets importés pour valorisation seront assujettis à la procédure "Importation" (Décret du 23 Mars 1990 et textes ultérieurs pris sur ce point).

L'exploitant fournira à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement toutes les informations nécessaires à l'instruction des demandes d'importation.

.../...

## 6.2. Procédure de réception

### 6.2.1. Principe

Chaque chargement de déchets arrivant sur le site devra être accompagné d'un bordereau de suivi, portant le numéro du certificat d'acceptabilité.

Un système de contrôle sera établi par l'exploitant sous sa propre responsabilité dans le but de s'assurer de la conformité du déchet arrivant sur le centre avec celui ayant fait antérieurement l'objet de la délivrance du certificat d'acceptation.

L'exploitant notera sur un registre spécial et pour chaque arrivage :

- identification du producteur du déchet (nom et adresse),
- identification du transporteur,
- date de réception,
- quantité, nature, mention du certificat d'acceptabilité.

### 6.2.2. Acceptation et refus

#### a/ Acceptation

Dans ce cas, l'exploitant délivre un bon de réception dont il conservera une copie. Cette copie portera la mention de la filière de traitement attribuée au déchet.

Un récapitulatif trimestriel des déchets reçus sera adressé à la D.R.I.R.E. selon bordereau et nomenclature établis par le Ministère de l'Environnement.

#### b/ Refus

En cas de doute sur la nature du chargement ou d'anomalie constatée lors des contrôles, l'exploitant devra surseoir à la réception du déchet sur le site.

Un récapitulatif des déchets refusés à la réception sera tenu, par l'exploitant, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 6.2.3. Contrôles inopinés

L'Inspecteur des Installations Classées pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets entrant sur le site.

Les frais de ces prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 7 : SECURITE - HYGIENE - INCENDIE**

**7.1.**

L'ensemble des installations sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée minimale de deux ans.

On luttera contre l'éclosion et la prolifération d'insectes par un traitement approprié.

**7.2.**

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux, extincteurs, tas de sable meuble avec pelles, etc... en nombre suffisant.

L'installation alimentant le RIA dont le débit est de 11 m3/h sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement.

Le stock de supports carbonnés sera disposé de manière à permettre tout autour la rapide mise en oeuvre des moyens de secours contre l'incendie.

Les tas de supports carbonnés ne devront pas dépasser trois mètres de hauteur.

Il sera prévu des accès et des allées de six mètres de largeur au moins pour permettre la circulation des véhicules de secours des pompiers.

Les moyens de défense contre l'incendie seront déterminés en accord avec la Direction Départementale des Services d'Incendie de Vaucluse.

**7.3.**

Le matériel sera protégé contre le gel, maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

./...

- 12 -

On affichera, près de l'appareil téléphonique du bureau, le numéro d'appel du poste des Sapeurs-Pompiers le plus proche ainsi que les consignes en cas d'incendie.

#### 7.4.

La réserve d'eau de 80 m3 doit être accessible aux engins d'incendie en toutes circonstances.

#### 7.5.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### ARTICLE 8 : Bruit

#### 8.1.

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité, conformément à l'Arrêté Ministériel du 20 Août 1985.

#### 8.2.

Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteur à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du Code de la Route, doivent respecter quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du Décret 69.380 du 12 Avril 1969, relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

#### 8.3.

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirène, avertisseurs, hauts parleurs...) gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou accidents.

.... / ...

**8.4.**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau fixant les niveaux limites admissibles :

Type de zone	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)		
	Jour	Période inter-médiaire	Nuit
Zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux.	65	60	55

**8.5.**

L'Inspecteur des Installations Classées pourra faire procéder en tant que de besoin et notamment à la suite de plaintes, à des contrôles de la situation acoustique par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 9 :**

L'exploitant devra se conformer aux dispositions de l'Arrêté-type n° 98 Bis-C/ dont un exemplaire est joint au présent Arrêté.

**ARTICLE 10 :**

L'Inspecteur des Installations Classées pourra faire procéder en tant que de besoin et notamment à la suite de plaintes, aux prélèvements qui lui paraîtraient utiles sur les émissions gazeuses, les effluents liquides et les déchets, aux fins d'analyses par un organisme agréé.

Les frais occasionnés par ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 11 :

L'exploitant avisera l'Inspecteur des Installations Classées, dans les meilleurs délais, de tout incident ayant porté atteinte à l'environnement ou compromis la qualité des eaux ou de l'air.

ARTICLE 12 :

La présente autorisation n'exclut pas la nécessité, pour le pétitionnaire, de requérir le cas échéant, le permis de construire.

ARTICLE 13 :

Le pétitionnaire sera tenu également de se conformer aux conditions ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire de lui imposer.

ARTICLE 14 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 :

Une ampliation du présent Arrêté devra être conservée dans les archives de la Mairie, pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

ARTICLE 16 :

Un extrait du présent Arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et mentionnant en outre l'article 15 précédent, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la Préfecture.

.../...

**ARTICLE 17 :**

Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**ARTICLE 18 :**

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 19 :**

L'Arrêté Préfectoral du 14 février 1983 réglementant précédemment cette installation, est abrogé.

**ARTICLE 20 :**

Messieurs le Secrétaire Général de Vaucluse, le Maire d'ORANGE, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Inspecteur des Installations Classées -, le Directeur Départemental des Polices urbaines de Vaucluse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent Arrêté qui sera notifié à l'intéressé ainsi qu'au Directeur Départemental de l'Équipement, au Directeur Départemental de l'Agriculture, au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, au Directeur Départemental de la Protection Civile ainsi qu'au Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi. +

Pour ampliation  
L'ATTACHÉ, Chef de Bureau



Jacqueline BATTINI

AVIGNON 7 MAI 1993

Signé: Michel PIRIOU